

# PREMIERS ENSEIGNEMENTS DES ÉLECTIONS MUNICIPALES DE MARS 2026

François Kraus

24/03/2026

**Dans quelle mesure les élections municipales de mars 2026 ont-elles recomposé le paysage politique français ? Le pays apparaît, selon François Kraus, directeur du pôle Politique / actualités de l'Ifop, de plus en plus fragmenté entre grandes métropoles et territoires périphériques, avec un recul de l'écologie politique, un ancrage local mais limité de La France insoumise, une résistance du Parti socialiste dans les grandes villes et une progression du Rassemblement national dans les petites et moyennes communes. Ces dynamiques confirment qu'aucune des grandes formations ne dispose seule des ressources territoriales, électorales et symboliques suffisantes pour s'imposer sans alliances.**

Cette note propose une analyse à chaud des premières tendances issues du scrutin municipal. Loin de toute prétention à l'exhaustivité, elle s'attache à dégager les grandes lignes de force qui se dessinent au soir des résultats. Ce que confirme cette élection, avant tout, c'est l'approfondissement d'un paysage électoral plus que jamais fragmenté et polarisé géographiquement : un pays coupé entre ses grandes métropoles et sa périphérie, entre un vote urbain diplômé ancré à gauche et un vote populaire et rural qui bascule vers l'extrême droite.

## **Le reflux de la « vague verte », ou l'effondrement de l'implantation électorale de l'écologie politique**

À Lyon (Rhône), la réélection de Grégory Doucet est l'arbre qui cache la forêt d'un effondrement électoral de l'écologie politique.

Sur les douze villes Europe Écologie-Les Verts (EE-LV) ou apparentées de 2020, huit sont perdues,

dont six au profit de la droite et du centre : Bordeaux (Gironde) et Annecy (Haute-Savoie) sont tombées dans l'escarcelle de deux anciens ministres macronistes, Thomas Cazenave et Antoine Armand ; Besançon (Doubs) et Colombes (Hauts-de-Seine) sont reprises par Les Républicains (LR) avec Ludovic Fagaut et Joakim Giacconi ; Poitiers (Vienne) est ravie par l'ex-Renaissance Anthony Brottier ; et Bègles (Gironde) – fief écologiste depuis trente-six ans – est conquise par le sans étiquette affilié à la droite Christian Bagate. Enfin, deux autres villes sont reprises par d'autres sensibilités de gauche : Strasbourg (Bas-Rhin) par la socialiste Catherine Trautmann et Grenoble (Isère) par la candidate d'union de la gauche, Laurence Ruffin.

L'effondrement de l'implantation urbaine de l'écologie politique n'est toutefois pas total. Hors Lyon et Tours (Indre-et-Loire) – où Emmanuel Denis est réélu –, deux petites communes de moins de 20 000 habitants sont conservées : Carrières-sous-Poissy (19 600 habitants, Yvelines), où Eddie Aït est réélu, et Prades-le-Lez (6000 habitants, Hérault), où Florence Brau est réélue avec 56%. De même, des conquêtes franciliennes semblaient être passées sous les radars : Bagnolet (Seine-Saint-Denis), Villepinte (Seine-Saint-Denis), Conflans-Sainte-Honorine (Yvelines) et Ozoir-la-Ferrière (Seine-et-Marne), prise à la droite par Laëtitia Devriendt (divers écologistes) avec 34,68%.

Ces bons résultats ne pèsent toutefois pas assez pour inverser le constat d'un parti qui sort de ces municipales marginalisé dans les grandes villes. Dans cette déroute de l'écologie politique, le poids des alliances avec la gauche, radicale, joue beaucoup, mais mérite d'être nuancé.

Sur la douzaine de villes qu'EE-LV détenait depuis 2020, sept ont vu la liste écologiste sortante fusionner avec La France insoumise (LFI) pour le second tour – Lyon, Grenoble, Besançon, Strasbourg, Poitiers, Bègles, Tours et Colombes –, ce qui donnerait arithmétiquement raison à ceux qui accusent LFI d'avoir « plombé » les listes écologistes. Cependant, ces fusions n'ont pas empêché des victoires comme à Lyon, Grenoble et Tours.

En réalité, le poids de ces fusions a, semble-t-il, moins joué là où l'écologiste partait en tête et que le signal envoyé à l'électorat modéré restait sans ambiguïté. Ce ne serait donc pas la fusion avec LFI en elle-même qui aurait plombé Les Écologistes mais la combinaison entre un contrat flou ou contesté, un déficit de voix déjà creusé au premier tour et l'absence de réassurance crédible envers les électeurs du centre-gauche. Ce qui a joué, ce ne serait pas tant la présence de LFI sur la liste que la promesse d'un gouvernement municipal partagé avec un mouvement dont l'image reste clivante.

## La stratégie de la « nouvelle France » de Jean-Luc Mélenchon : des succès qui s'arrêtent au périphérique

Alors que le mouvement avait enjambé le scrutin de 2020, LFI réalise une percée sans précédent en conquérant une dizaine de villes, principalement aux dépens du Parti socialiste (PS) et du Parti communiste français (PCF).

Cette percée s'illustre principalement dans les banlieues populaires d'Île-de-France – Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) dès le premier tour avec Bally Bagayoko, La Courneuve (Seine-Saint-Denis) arrachée aux communistes par Aly Diouara, Creil (Oise) prise au PS par Omar Yaqoob – mais aussi dans la banlieue lyonnaise – Vénissieux chipée au PCF de 25 voix par Idir Boumertit, Vaulx-en-Velin et Saint-Fons (Rhône) prises au PS et à la gauche –, dans le Nord – Roubaix ravie à la droite par le député David Guiraud avec 53,2% – et jusqu'à La Réunion, Le Tampon étant conquise sur la droite par Alexis Chaussalet et Saint-André par Joël Bédier. Ce cru 2026 donne pour la première fois au mouvement de Jean-Luc Mélenchon une assise municipale significative, couronnée par la prise de Saint-Denis, deuxième ville d'Île-de-France et première ville de plus de 100 000 habitants jamais dirigée par un insoumis.

Mais en dehors de ces banlieues populaires à forte diversité, la greffe ne prend pas : les alliances PS-LFI ou Les Écologistes-LFI ont échoué presque partout dans les grandes villes et les villes moyennes. Sur les seize villes où une liste incluant LFI a affronté la droite au second tour, les deux fusions « politiques » où un insoumis menait la liste – Toulouse avec François Piquemal et Limoges avec Damien Maudet – se sont soldées par des défaites nettes, et on ne peut pas affirmer avec certitude que c'est à cause de l'étiquette LFI en tête de liste : le différentiel entre l'addition arithmétique du premier tour (plus de 52% à Toulouse) et le score réel du second (46,13%) suggère qu'une partie de l'électorat socialiste ne s'est pas reportée. Les fusions techniques, où le sortant restait tête de liste et où LFI s'engageait à rester hors de l'exécutif, semblent avoir fonctionné là où le rapport de force du premier tour était déjà favorable – Lyon, Grenoble, Nantes –, mais il est difficile d'isoler la variable « fusion technique » des autres facteurs de victoire, comme la popularité personnelle du sortant, la faiblesse de l'adversaire ou la dynamique locale propre à chaque ville.

Ce que les résultats permettent en revanche raisonnablement d'avancer, c'est que la corrélation entre visibilité de LFI dans le *leadership* de la liste et échec électoral est suffisamment récurrente pour constituer un signal – sans qu'on puisse en faire une loi mécanique, tant chaque ville obéit à des dynamiques propres. Si une leçon se dessine, c'est que LFI semble pouvoir renforcer la gauche quand il accepte un rôle d'appoint discret mais que, dès qu'il apparaît comme le pilote ou un

partenaire trop visible de la coalition, le bénéfice en voix insoumises peine à compenser ce qui se perd au centre.

Ce constat plutôt négatif pour LFI est renforcé par la perte des deux seules mairies historiques du mouvement – Faches-Thumesnil (Nord) tombée à droite et Grabels (Hérault) emportée après dix-huit ans par le divers droite Pascal Heymes –, dessinant un parti qui s’enracine puissamment dans les banlieues à forte diversité ethnique, mais reste incapable de convaincre au-delà.

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

[Abonnez-vous](#)

## **Vers un réduit métropolitain ? Un Parti socialiste fragilisé en dehors des villes-centres des métropoles**

La conservation par le PS de ses grandes places fortes métropolitaines (Paris, Marseille, Lille, Nantes, Rennes, Montpellier...) n'est pas une surprise au regard de leur composition sociologique, d'une prime au sortant jouant en leur faveur et, pour beaucoup d'entre elles, d'un ancrage à gauche parfois ancien. Pour un parti aussi faible à l'échelon national, le maintien de ses positions dans ces grandes métropoles n'était toutefois pas évident avant le scrutin, et il sera évidemment un point positif qui fera du bien au moral de ses équipes.

Il n'en reste pas moins que le maintien de ses positions dans ses grandes métropoles masque un effritement territorial préoccupant que ne viennent pas compenser les reconquêtes symboliques de Pau (Pyrénées-Atlantiques), d'Amiens (Somme) et de Saint-Étienne (Loire).

Les pertes les plus marquantes concernent d'abord les grandes villes historiques du socialisme municipal : Clermont-Ferrand (155 000 habitants), à gauche sans discontinuer depuis 1947 – une continuité que même le gaullisme triomphant n'avait pas réussi à briser –, passe aux mains des LR ; Brest (145 000), où le PS était installé depuis trente-sept ans, bascule à droite avec 57,4% pour le *challenger* Stéphane Roudaut ; Avignon (92 000, douze ans de gestion socialiste) est remportée par le candidat divers droite, Olivier Galzi – autant de villes dont l'ancrage à gauche semblait solidement établi et dont la perte simultanée modifie sensiblement la carte du socialisme urbain.

**Mais le recul ne se limite pas aux métropoles : il se prolonge dans les zones périphériques, sur deux fronts distincts, chacun au profit d'une force différente.** Dans les banlieues populaires, c'est LFI qui prend la place du PS – Saint-Denis (115 000 habitants), que le parti n'avait ravie au PCF qu'en 2020, est perdue dès le premier tour, suivie de Vaulx-en-Velin (50 000 habitants) et Creil (35 000 habitants), trois communes où une partie de l'électorat populaire s'est tournée vers le discours insoumis plutôt que vers la gestion socialiste sortante.

Dans les petites villes ouvrières et rurales, c'est le Rassemblement national (RN) qui progresse : Liévin (30 000 habitants, bastion socialiste du bassin minier du Pas-de-Calais) et La Flèche (15 000 habitants, dirigée par le PS sans interruption depuis 1989 dans la Sarthe) passent à l'extrême droite, tandis que Tulle (15 000 habitants, à gauche depuis 2001, fief corrézien de François Hollande) et Périgueux (30 000 habitants) tombent à droite – des villes modestes en taille, mais significatives en ce qu'elles montrent que le PS recule également dans le tissu des sous-préfectures et des chefs-lieux de canton où il paraissait jusqu'ici solidement implanté.

**Le PS reste certes la première force territoriale de la gauche, dominante en haut de la hiérarchie urbaine, mais son socle se fissure désormais par le bas dans les quartiers populaires, où LFI s'enracine, comme dans les villes moyennes, où la droite et l'extrême droite progressent, dessinant un parti de plus en plus concentré sur les grandes métropoles.**

## **Pour Édouard Philippe, l'horizon se dégage vers 2027**

Pour Horizons, les résultats positifs ne se limitent pas à la réélection de son président, confortablement réélu au Havre (Seine-Maritime) avec 47,7%, ni à quelques conquêtes, comme Annemasse (Haute-Savoie) ou Cugnaux (Haute-Garonne).

La formation d'Édouard Philippe a su protéger l'essentiel de son socle territorial avec des personnalités comme Christophe Béchu qui conserve Angers (Maine-et-Loire), Arnaud Robinet à Reims (Marne) ou Bruno Drapron à Saintes (Charente-Maritime). Dès le premier tour, Horizons avait aussi fait élire une série de maires dans les villes de plus de 20 000 habitants, notamment dans les Hauts-de-France (Rillieux-la-Pape, Hazebrouck...), en Bretagne (Vannes) et dans nombre de villes franciliennes (Saint-Germain-en-Laye, Suresnes, Melun, Palaiseau).

Les pertes de Nice (aux dépens de Christian Estrosi) dans les Alpes-Maritimes, d'Amiens (Hubert de Jenlis) et de La Roche-sur-Yon (Luc Bouard) en Vendée viennent toutefois assombrir un bilan d'ensemble plutôt positif pour le « parti des maires » d'Édouard Philippe.

## **RN : les dessous d'une vague sous-marine**

Les échecs retentissants du Rassemblement national à Marseille (Bouches-du-Rhône), à Toulon (Var), à Nîmes (Gard) et l'absence de conquête de grande métropole sous sa propre bannière ont nourri un récit médiatique de « plafond de verre », centré comme toujours sur les résultats des villes de plus de 100 000 habitants. Mais ce prisme métropolitain masque une réalité plus profonde : une vague souterraine dans cette « France des bourgs » qui a largement échappé aux radars des éditorialistes parisiens.

### **Villes de plus de 100 000 habitants**

Le RN ne détenait qu'une seule ville dans cette strate – Perpignan (Pyrénées-Orientales), où Louis Aliot est confortablement réélu dès le premier tour avec 51,4%. Il n'en conquiert aucune autre sous sa propre bannière : Marseille lui échappe (Franck Allisio battu par Benoît Payan, 39,1% contre 54,7%), Toulon lui résiste (Laure Lavalette battue par Josée Massi, 47,4% contre 52,6%) et Nîmes lui file entre les doigts au profit du communiste Vincent Bouget (37,5% contre 41%). Nice, la prise la plus spectaculaire de la soirée avec ses 340 000 habitants, est techniquement une victoire d'Éric Ciotti sous étiquette Union des droites pour la République (UDR) alliée au RN, pas une conquête directe du parti de Jordan Bardella – une nuance que le RN se garde bien de faire dans sa communication.

Dans cette strate de grandes métropoles, le constat est donc inchangé : le plafond de verre tient, la sociologie électorale – jeune, diplômée, diverse – reste un obstacle structurel pour le parti.

### **Villes de 30 000 à 100 000 habitants**

C'est dans la strate des villes de 50 000 habitants que le RN réalise ses conquêtes les plus visibles. Si Fréjus (Var), 55 000 habitants, est conservée avec la réélection de David Rachline dès le premier tour, trois nouvelles villes basculent dans son escarcelle : La Seyne-sur-Mer, 65 000 habitants, sur la côte varoise, Montauban, 60 000 habitants, dans le Tarn-et-Garonne, où l'UDR Didier Lallemand s'impose dans le sillage de l'ancienne maire Brigitte Barèges, et Cagnes-sur-Mer, 50 000 habitants, dans les Alpes-Maritimes, emportée dès le premier tour par le député Bryan Masson face au maire LR sortant. Géographiquement, ces conquêtes restent surtout concentrées sur l'arc méditerranéen – aucune ville de cette taille ne tombe dans le Nord, l'Ouest ou l'Est.

Mais c'est dans la strate des 30 à 50 000 habitants que la moisson est la plus abondante et la plus géographiquement diversifiée.

Sur l'arc méditerranéen, le RN s'empare de Carcassonne (Aude), 47 000 habitants, avec le député Christophe Barthès qui met fin à des décennies d'alternance droite-gauche, de Castres (Tarn), 42 000 habitants, avec Florian Azéma, de Marignane (Bouches-du-Rhône), 35 000 habitants, avec Éric Le Dissès, et d'Agde (Hérault), 30 000 habitants, avec le député Aurélien Lopez-Liguori. Menton (Alpes-Maritimes), 30 000 habitants, tombe également avec Alexandra Masson, complétant la mainmise du parti sur le littoral azuréen. Plus surprenant, Orange (Vaucluse), 30 000 habitants, est reprise à Jacques Bompard, ancien fondateur du FN devenu dissident, ramenant la ville dans le giron officiel du parti.

Dans le bassin minier du Pas-de-Calais, Liévin et ses 30 000 habitants – bastion socialiste historique – basculent, élargissant significativement la tache d'huile lepéniste autour d'Hénin-Beaumont.

## Villes de moins de 30 000 habitants

C'est ici que la vague devient impossible à mesurer précisément et que le récit médiatique atteint ses limites. Les bastions historiques sont d'abord massivement consolidés : Hénin-Beaumont, 27 000 habitants, où Steeve Briois triomphe à 78%, Bruay-la-Buissière (Pas-de-Calais), 21 000 habitants, où Ludovic Pajot écrase tout à 81%, Hayange (Moselle), 16 000 habitants, où Fabien Engelmann est réélu sans difficulté. Autour de ces fiefs, le grignotage est méthodique. Dans le bassin minier, Harnes (12 000 habitants), Loison-sous-Lens (5000 habitants), Drocourt (3000 habitants), Marles-les-Mines (5000 habitants) et Houdain (7000 habitants) forment un *continuum* territorial inédit dans l'ancien pays houiller.

Sur l'arc méditerranéen, Tarascon (15 000 habitants), Fos-sur-Mer (16 000 habitants), Rognac (12 000 habitants) dans les Bouches-du-Rhône, Beaucaire (16 000 habitants) et Vauvert (12 000 habitants) dans le Gard, Rivesaltes (9000) dans les Pyrénées-Orientales viennent compléter le maillage entre Perpignan et Nice, remontant la vallée du Rhône. Enfin, en Nouvelle-Aquitaine, le RN prend pied pour la toute première fois avec Laruscade (2800 habitants) et Saint-Savin (3250 habitants) en Gironde.

C'est précisément dans cette strate que le comptage devient le plus aléatoire : en dessous de 3500 habitants, le ministère de l'Intérieur n'attribue pas de nuancement politique, et nombre de candidats RN se présentent sous le label « sans étiquette » ou « divers » pour maximiser leurs chances. Quand Jordan Bardella revendique 70 communes et 3000 élus, le chiffre réel est probablement supérieur – mais structurellement invérifiable dans les petites communes où l'appartenance partisane se dissout dans le localisme.

Deux pertes de villes sortantes viennent toutefois nuancer ce tableau. À Villers-Cotterêts, dans l'Aisne, le RN perd la toute première ville qu'il avait conquise en Picardie en 2014 : après douze ans de mandat, le maire sortant Franck Briffaut est battu par une liste divers centre issue de la fusion de deux conseillers d'opposition, signe qu'un front anti-RN local, sans grand fracas médiatique, peut encore fonctionner quand l'opposition parvient à s'unir dans l'entre-deux-tours. À Mantes-la-Ville, dans les Yvelines, seule commune d'Île-de-France détenue par le RN, le parti perd également face à un candidat divers droite, confirmant que là où le RN exerce le pouvoir depuis plusieurs mandats, l'usure peut se retourner contre lui, exactement comme pour n'importe quel autre parti sortant. Certes, ces deux revers, dans des villes modestes de moins de 20 000 habitants, pèsent peu face à l'ampleur des conquêtes, mais ils rappellent que l'implantation municipale du RN est plus fragile que le narratif que le parti souhaite imposer, en particulier en dehors de ses zones de force du bassin minier du pourtour méditerranéen.

Pour résumer, ce scrutin confirme que la puissance électorale du RN est inversement proportionnelle à la taille des communes : très faible au-dessus de 100 000 habitants (hors Nice et Perpignan), spectaculaire entre 30 000 et 50 000, massive et diffuse en dessous de 30 000. C'est la carte d'un parti qui conquiert la France périphérique commune par commune, dans un mouvement souterrain que le prisme médiatique des grandes métropoles rend largement invisible – mais dont le poids se fera sentir dès les sénatoriales de septembre prochain, puis dans la course aux parrainages pour 2027.

## Discussions

Il serait hasardeux de tirer de ce seul scrutin des conclusions définitives sur l'état de l'opinion : les élections municipales obéissent à des logiques locales suffisamment puissantes pour que toute lecture exclusivement nationale en déforme la portée. La prime au sortant, les dynamiques de personnalité, les configurations d'alliances propres à chaque ville constituent autant de variables qui résistent à toute agrégation mécanique.

Pour autant, certaines tendances lourdes ne peuvent être imputées aux seuls effets de contexte local. La recomposition du vote populaire au profit du RN dans les petites et moyennes communes, le rétrécissement de l'écologie politique à quelques bastions métropolitains, l'enracinement de LFI dans les banlieues à forte diversité ethnique et la résistance relative du PS dans les grandes agglomérations dessinent une géographie électorale dont la cohérence sociologique est trop systématique pour être conjoncturelle. Ces lignes de fracture – métropoles contre périphéries, diplômés contre non-diplômés, centre-ville contre banlieue et territoire rural – sont désormais suffisamment stables et documentées pour être considérées comme des structures de fond de la

compétition politique française.

La question qui demeure ouverte – et que ce scrutin ne permet pas de trancher – est celle de la traductibilité de ces rapports de force locaux à l'échelle nationale. L'histoire électorale française invite à la prudence : la domination municipale n'a jamais constitué en elle-même un tremplin suffisant vers le pouvoir national, comme l'a montré l'exemple communiste dans la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Ce que ces résultats permettent d'affirmer avec davantage de certitude, c'est que l'offre politique entre dans la séquence 2027 dans un état de fragmentation avancée, où aucune des grandes formations ne dispose seule des ressources territoriales, électorales et symboliques suffisantes pour s'imposer sans alliances – ce qui, en définitive, constitue peut-être le principal enseignement de ce scrutin.

*Crédit photo : Bastien André / Hans Lucas.*